



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

03 FEV. 2025

modifiant l'arrêté préfectoral du 21 mai 2024 mettant en demeure la société EMFI
dont l'installation se situe zone d'activités à Niedermodern (67350)
de respecter notamment les dispositions de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des
risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement
soumises à autorisation et de l'arrêté préfectoral modifié du 30 juillet 2010 délivré à la société EMFI

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral modifié du 30 juillet 2010 délivré à la société EMFI ;
- VU** l'arrêté du 05 juin 2014 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 30 juillet 2010 portant autorisation d'exploiter les installations classées par la société EMFI à Niedermodern ;
- VU** l'arrêté du 21 mai 2024 mettant en demeure la société EMFI de respecter notamment les dispositions de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et de l'arrêté préfectoral modifié du 30 juillet 2010 délivré à la société EMFI ;
- VU** la demande de délai complémentaire transmise par la société EMFI par courrier du 02 décembre 2024 ;
- VU** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées en date du 11 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier du 02 décembre 2024, la société EMFI présente les démarches qu'elle a initiées pour mettre en conformité le volume de rétention des eaux incendie sur son site ;

CONSIDÉRANT que ces démarches consistent en la réalisation des études techniques et économiques préliminaires nécessaire à la mise en place d'un nouveau bassin de rétention et en la communication d'un planning de réalisation des travaux avec comme finalité une mise en service du nouveau bassin pour fin octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT l'ampleur et la durée des travaux de gros œuvre nécessaires à la réalisation du bassin de rétention des eaux incendie ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 : champ d'application

La société EMFI, dont le siège social se situe 3 rue Ettore Bugatti à HAGUENAU (67500) et dont l'installation qu'elle exploite se situe zone d'activités à Niedermodern (67350), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : modification

L'article 1 de l'arrêté du 21 mai 2024 mettant en demeure la société EMFI susvisé est modifié comme suit :

Le délai est porté au 31 octobre 2025 pour :

• « l'article 7.6.8.1 de l'arrêté du 30 juillet 2010 susvisé : « Bassin de confinement : Les installations sont équipées de dispositifs permettant l'obturation du réseau d'eau pluviale. Les surfaces étanchéifiées, en particulier les voiries et quais de chargement, permettent de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) à raison d'un volume de rétention de 1875 m³. (...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. (...) »

Le délai initial reste inchangé pour les autres points de la mise en demeure.

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EMFI par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée à la maire de Niedermodern.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL